

Cuba : Dissidents ou traîtres? *Atilio Borón*

Traduction de Raymond Muller ASC_Ge

La «presse libre» de l'Europe et des Amériques – celle qui honteusement a menti en disant qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak ou qui qualifia de "provisoire" le régime putschiste de Micheletti au Honduras - a redoublé sa campagne acharnée contre Cuba. Le prétexte de cette nouvelle escalade fut le résultat fatal de la grève de la faim de Orlando Zapata Tamayo, désormais suivie dans une action similaire initiée par Guillermo Fariñas Hernández. Comme c'est bien connu, celui-là a été (et reste), présenté par ces médias de «désinformation massive » comme un « dissident politique » lorsqu'en fait il était un prisonnier de droit commun recruté par les ennemis de la révolution pour leurs plans subversifs. Le cas Fariñas Hernandez n'est pas tout à fait semblable, mais il garde encore quelques similitudes et permet d'approfondir une discussion qu'il est essentiel de prendre au sérieux.

Tout d'abord il faut rappeler que ces attaques ont une longue histoire qui commence le 17 Mars 1960, quand le Conseil de sécurité nationale des États-Unis adopta le «Programme d'actions secrètes» contre Cuba proposé par le directeur de la CIA, Allen Dulles. Partiellement déclassifié en 1991, ce programme a identifié quatre domaines d'action prioritaire, les deux premiers étant «Construire l'opposition» et le lancement d'une «puissante offensive de propagande » pour le renforcer et le rendre crédible. Plus clair, impossible. Après l'échec retentissant de cette initiative, George W. Bush a créé lui-même au sein du Département d'Etat une commission spéciale pour promouvoir le «changement de régime» à Cuba, un euphémisme utilisé pour ne pas dire «promouvoir la contre-révolution ». Le premier rapport de cette commission, publié en 2004, avait 458 pages, et on y expliquait avec beaucoup de minutie tout ce qui devait être fait pour instaurer une démocratie libérale, le respect des droits de l'homme et établir une économie de marché à Cuba. Pour rendre viable ce plan ont été alloués 59 millions de dollars par an (en plus de ceux qui seraient utilisés par des voies secrètes), dont 36 millions seraient affectés, selon la proposition, pour promouvoir et financer les activités de « dissidents ». Pour résumer, ce que les médias présentent comme une dissidence interne, noble et patriotique, semble plutôt être l'application méthodique du projet impérial conçu pour réaliser le vieux rêve de la droite américaine de s'emparer de Cuba de façon permanente.

Deuxièmement: Qu'entend-on par "dissidents politiques"? Le Dictionnaire de Politique de Norberto Bobbio définit la dissidence comme étant «toute forme de désaccord sans organisation stable et, par conséquent, non institutionnalisée, qui ne vise pas à remplacer le gouvernement en place par un autre, et encore moins de renverser le système politique existant. (pag. 567-568). Il signale aussi qu'il existe un seuil qui, une fois franchi, transforme la dissidence et les dissidents, en autre chose. Dans l'ancienne Union soviétique, deux des plus connus des dissidents politiques, et dont les actions sont compatibles avec la définition visée ci-dessus, ont été le physicien Andreï Sakharov et l'écrivain Alexandre Isayevich Soljenitsyne. Rudolf Bahro l'a été en République Démocratique Allemande, Karel Kosik, en ex-Tchécoslovaquie ; aux États-Unis, Martin Luther King s'est distingué au milieu du siècle dernier ; et dans l'Israël d'aujourd'hui Mordekai Wanunu, scientifique nucléaire qui a révélé l'existence d'un arsenal atomique dans ce pays, ce pourquoi il a été condamné à 18 ans en prison sans que la presse "libre" en prenne note.

Contrairement à ce qui est arrivé à ceux mentionnés plus haut, la dissidence cubaine fait partie d'une autre figure juridique parce que son but est de subvertir l'ordre constitutionnel et de renverser le système. En outre, et c'est là un fait essentiel, elle le fait en se mettant au service d'une puissance hostile, les États-Unis, qui depuis un demi siècle agresse Cuba par tous les moyens inimaginables. Ceux qui reçoivent de l'argent, des conseils, des orientations d'un pays objectivement ennemi de leur patrie et agissent en concordance avec les intentions impérialistes de précipiter un «changement de régime», peuvent-ils être considérés comme des "dissidents politiques"?

Pour répondre à cette question, oublions pour un moment les lois cubaines et voyons ce qu'établit la législation comparée. La Constitution des Etats-Unis, dans son article III, section 3, stipule que «le délit de trahison contre les Etats-Unis consistera seulement à prendre les armes contre eux ou à s'unir à leurs ennemis en leur donnant de l'aide et de facilités ». La sanction que mérite ce délit peut être la peine de mort, comme cela s'est produit en 1953 avec le couple de Julius et Ethel Rosenberg, envoyés à la chaise électrique accusés de trahison à la patrie pour avoir prétendument « rejoint leurs ennemis » en révélant les secrets de fabrication de la bombe atomique à l'Union soviétique. Dans le cas du Mexique, l'article 123 du code pénal évoque comme étant des crimes de trahison à la patrie, un large éventail de situations telles que des «actes contre l'indépendance, la souveraineté ou l'intégrité de la nation mexicaine, afin de la soumettre à personne, groupe ou gouvernement étranger; prendre part à des actes hostiles à la nation (...), aux ordres d'un État étranger ou coopérer avec lui de manière à nuire au Mexique; à recevoir un avantage, ou accepter de l'envahisseur un emploi, un poste ou une commission, et dicter, accorder ou voter des dispositions favorables à renforcer le gouvernement intrus et affaiblir le national. » La sanction prévue pour commettre ces crimes est, selon les circonstances, de cinq à quarante ans de prison. La législation argentine établit dans l'article 214 du Code criminel que « Doit être puni de réclusion ou d'emprisonnement de dix à vingt-cinq ans d'emprisonnement ou de réclusion à perpétuité et dans les deux cas, l'incapacité absolue perpétuelle, sauf si l'acte se trouve dans une autre disposition de ce code, tout argentin ou toute autre personne tenue à l'obéissance à la Nation en raison de son emploi ou sa fonction publique, qui prendrait les armes contre elle, se joindrait à ses ennemis ou leurs prêterait aide ou secours. »

Il n'est pas nécessaire de continuer cette brève revue pour comprendre que ce que la presse du système appelle dissidence n'est autre que ce que dans n'importe quel pays du monde, à commencer par les Etats-Unis, serait tout simplement décrété comme étant une trahison, et aucun des accusés ne serait jamais considéré comme un « dissident politique ». Dans le cas des Cubains, la grande majorité (sinon tous) sont potentiellement coupables de ce crime s'ils s'unissent à une puissance étrangère qui manifeste une hostilité ouverte contre la nation cubaine, en recevant de ses représentants –diplomatiques ou non-, des fonds et toutes sortes de soutien logistique pour détruire l'ordre créé par la révolution. Washington n'adopterait pas une autre attitude si un groupe de ses citoyens recevait des ressources d'une puissance étrangère qui pendant un demi-siècle aurait harcelé les États-Unis avec le mandat de renverser l'ordre constitutionnel. Aucun des dissidents authentiques mentionnés plus haut avait accumulé dans son pays une telle infamie. Ils étaient des critiques implacables de leurs gouvernements, mais ne se sont jamais mis au service d'un Etat étranger qui ambitionnait opprimer leur patrie. Ils étaient des dissidents, pas des traîtres.

URL version originale :

<http://www.cubadebate.cu/opinion/2010/03/23/cuba-disidentes-o-traidores/>